

Robert Ogman :

Perspectives antinationales¹

[Extrait de *Against the Nation: Antinational Politics in Germany*, New Compass Press, 2013, pp. 91-111.]

Les campagnes «L'Allemagne ? Plus jamais ça !» et «Quelque chose de mieux que la nation!» furent parmi les premiers projets explicitement antinationaux qui émergèrent en Allemagne et jetèrent les bases d'une tendance antinationale qui continue à exister encore aujourd'hui. Mais qu'est-ce qui distingue précisément ces projets de la vieille position de la gauche sur la nation ? Quels sont les contours de la position antinationale aujourd'hui ? Et quelle pertinence une perspective antinationale pourrait-elle avoir pour les luttes anticapitalistes en dehors de l'Allemagne ?

La gauche allemande et le nationalisme avant 1989

En rejetant absolument la nation, *Die Radikale Linke*, les *Comités de salut public* et les innombrables projets antinationaux qui les ont suivis proposèrent une rupture explicite avec les vieilles positions de la gauche sur «la question nationale». Pour l'ancienne et la nouvelle gauche, la relation à la nation était une relation positive (de soutien au «droit des peuples à l'autodétermination») et de coopération pacifique avec les autres collectivités nationales.

L'«internationalisme prolétarien» se concentrait sur les relations entre les groupes nationaux, et non sur la production et la reproduction de ces groupes eux-mêmes et leur existence structurelle dans les Etats-nations capitalistes. Le cri de ralliement du *Manifeste communiste* – «Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!» – visait les antagonismes entre les travailleurs de différents pays (qui se traduisaient par des relations hostiles entre nations), mais ne visait pas les nations en tant que telles.

La nouvelle gauche allemande avait de fortes réserves à l'égard de toute vision positive de l'Allemagne. «*La prise de distance vis-à-vis de sa propre nation*, écrit Andrea Ludwig, fut constitutive de l'émergence du mouvement étudiant dans les années 1960². [...] Au minimum, la majorité des Allemands toléraient les crimes nazis et ils n'étaient guère enclins à demander des comptes aux[criminels nazis] après 1945, ni à lancer un processus d'autocritique ; cette attitude influença beaucoup la politisation des étudiants. Rejeter tout ce qui était associé au mot "Allemand", c'était s'opposer de façon frontale au nationalisme allemand. Cela semblait être la conclusion logique d'une critique radicale de l'histoire du national-socialisme, de ses vestiges et de la prétendue "confrontation avec le passé", menée sans aucune conviction³.»

Pourtant, malgré son rejet du national-socialisme, la nouvelle gauche n'affronta pas directement le nationalisme. En réalité, les positions nationalistes étaient assez répandues en son sein, bien que souvent refoulées. L'éminent leader étudiant de 1968, Rudi Dutschke, prônait une «réunification socialiste» de l'Allemagne de l'Est et de l'Ouest ; il établissait un «*lien entre la lutte nationale et la lutte des classes*» et cherchait à développer une «*conscience de soi nationale*⁴». Dutschke présentait l'Allemagne comme la victime d'une agression étrangère, déconnectant ainsi la division Est-Ouest de l'agression allemande pendant la Seconde Guerre mondiale. Il ne mentionnait ni le judéocide, ni le rôle des puissances alliées

¹ Chapitre 6 de *Contre la nation : La politique antinationale en Allemagne*. Les chapitre 3, 4 et 5 ont été publiés sur les sites mondialisme.org et npnf.eu (*NdT*)

² Ludwig, «Die 'Neue Linke' und die Nation», p. 104.

³ Ludwig, *op. cit.*, p. 104

⁴ Kundnani, *Utopia or Auschwitz*, p. 149. *ibid.*, p. 104.

dans la libération de l'Allemagne du nazisme. Dutschke publia d'abord ces points de vue sous un pseudonyme et ne défendit ouvertement ces positions que dans les années 1970.

Pour beaucoup d'autres militants de la nouvelle gauche, l'affirmation d'une identité nationale allemande était bloquée depuis de nombreuses années. Pourtant, pendant ce temps, un «nationalisme de substitution» (*Ersatznationalismus*) se développa grâce au soutien aux mouvements de libération nationale dans le Sud. A gauche, l'objet refoulé de l'affirmation nationale et le nationalisme allemand ne réapparurent que bien plus tard⁵.

Dans les années 1980, l'absence de débat sur le nationalisme conduisit finalement à adopter le multiculturalisme comme une réponse à la montée du nationalisme allemand. Pourtant, cela ne fit que faire rentrer le nationalisme culturel par la fenêtre. «*Le problème posé par la nation*, écrivit Ludwig, *ne vient pas du fait que l'on emploie des termes lourdement connotés comme la fierté nationale et la patrie. On peut facilement obtenir les mêmes résultats en utilisant une expression comme l' "identité collective" ou la catégorie de culture*⁶».

Dans ce contexte, les perspectives explicitement antinationales après 1989 représentèrent une rupture avec les traditions antérieures, et fournirent les prémices d'une nouvelle orientation. Mais quels furent les contours généraux de cette perspective antinationale ?

Bien que les campagnes «L'Allemagne ? Plus jamais ça» et «Quelque chose de préférable à la nation» aient ciblé différents aspects du nationalisme renaissant – *Die Radikale Linke* critiqua la dimension géopolitique et les *Comités de salut public* analysèrent le nationalisme de «ceux d'en bas» – les deux projets développèrent des critiques globales visant aussi bien l'Etat que la société civile.

La campagne «L'Allemagne ? Plus jamais ça !» se concentra sur les aspects géopolitiques du nouveau consensus national : elle s'opposa à la reconstruction du pouvoir politique et de l'influence économique de la RFA après l'effondrement de la RDA ; elle combattit les tentatives d'une Allemagne de l'Ouest élargie qui voulait accroître son rôle au niveau international. L'accent fut mis sur le niveau de l'État-nation et la pertinence croissante d'un récit national pour ses objectifs politiques et économiques.

Les *Comités de salut public* et la caravane «Quelque chose de préférable à la nation» se concentrèrent sur le pic d'hostilité et de violence envers les immigrés au début des années 1990. Ils dénoncèrent la relation entre le nationalisme et le racisme des médias et de «ceux d'en bas», et leur interaction dynamique avec les politiques publiques (comme, par exemple, la réduction du droit d'asile).

La campagne «L'Allemagne ? Plus jamais ça ! !» ne se limita pas cependant à une critique d'ordre géopolitique : elle visait également la renationalisation de la société civile et le consensus sociétal qui avait rendu possible la «réunification». En d'autres termes, elle se concentra sur le consensus national allemand. Bernhard Schmid décrivit ce «*consensus idéologique*» comme «*le point de départ du débat antinational*⁷».

De même, le travail des *Comités de salut public* ne se limita pas à la société civile. Ce groupe considérait que les événements politiques nourrissaient le nationalisme des classes populaires. La «réunification» et le récit national qui l'accompagna suscitèrent l'hostilité à l'égard de ceux qui étaient considérés comme extérieurs à la collectivité nationale et renforcèrent les conceptions patriarcales sur la manière dont cette collectivité devait être organisée.

Mais aucun des deux groupes ne s'arrêta là. Ils soulignèrent les liens entre le nationalisme dans l'Etat et la société civile, en expliquant la résurgence du nationalisme allemand par des facteurs politiques conjoncturels (comme, par exemple, la «réunification»). De plus, ils virent dans le nationalisme une composante centrale du fonctionnement normal de la société capitaliste. Pour eux, ce n'était un facteur

⁵ Ludwig, «Die 'Neue Linke' und die Nation», p. 100.

⁶ *Ibid.*, p. 103.

⁷ Schmid, «Deutschland Reise auf die 'Bahamas'», p. 29.

pas aléatoire ni arbitraire, et il ne pouvait pas non plus être considéré comme une simple «fausse conscience». Les positions nationalistes dérivait de la structure des États-nations capitalistes – avec leurs marchés du travail compétitifs et leur concurrence internationale ; et ces caractéristiques devenaient explicites, se radicalisaient, et souvent se racialisait dans des contextes politiques concrets⁸. La lutte contre le nationalisme devait donc aussi viser la structure fondamentale de la société capitaliste dont le nationalisme était issu.

Contre la nation

Les contours d'une orientation antinationale, à la fois pour *Die Radikale Linke* et les *Comités de salut public*, étaient définis par un **universalisme absolu, concret et négatif**. Le rejet **absolu** de la nation contrastait fortement avec les approches centrées sur la culture d'une identité post-nationale, transnationale ou européenne. Au lieu de soutenir une stratégie d'inclusion progressive et croissante, ils s'opposèrent catégoriquement à la nation, contestant ses motifs de légitimation et d'existence structurelle.

Leurs mobilisations ne cherchaient ni à contenir ni à humaniser une identité allemande quelconque, ni à la préserver en se débarrassant de son «chauvinisme» ou de ses «excès» nationaux. Ces groupes ne défendirent pas une Allemagne plus «respectable» contre la frénésie nationaliste ; ils ne tentèrent pas non plus de la préserver ou de la protéger contre de «mauvais usages». Ils n'aspiraient ni à une identité collective post-nationale d'avant 1989, ni à une identité pré-nazie.

Si l'on peut trouver, dans les textes des antinationaux, quelques références éparses favorables au caractère «multinational» de l'Allemagne de l'Ouest, ou au multiculturalisme en vue de combattre une conception nationale ethniquement homogène, de telles déclarations furent marginales et largement absentes des positions théoriques sous-tendant les différents projets des antinationaux. (La seule mention éphémère de ces points de vue se trouve dans une courte déclaration intitulée «Document présentant quelques thèses sur les “minorités ethniques et nationales”»⁹.) La plupart des antinationaux ne proposèrent ni ne soutinrent aucune identité collective alternative. Leur approche était strictement **négative**.

Ce rejet absolu de la nation ne déboucha pas sur une sur-identification aux sujets exclus de l'appartenance nationale, ou marginalisés par rapport à elle. En d'autres termes, malgré leur défense pratique et symbolique des demandeurs d'asile et des immigrés, ces groupes sociaux opprimés ne leur fournirent pas une identité de substitution, qui aurait remplacé l'identité allemande abhorrée, comme ce fut le cas des identités latino-américaines, asiatiques, africaines et arabes pour certains secteurs de la nouvelle gauche.

La critique antinationale était concrète parce qu'elle ne naquit pas de considérations théoriques abstraites, mais des luttes contre la montée du nationalisme allemand après 1989. Elle était également concrète en ce sens que les campagnes antinationales ne proposèrent pas une conception abstraite de l'humanité, mais répondirent à des menaces sociales aiguës au fur et à mesure qu'elles apparurent.

Les antinationaux s'opposaient aux restrictions conceptuelles, pratiques et juridiques qu'imposait l'organisation des nations. Leur pratique de la **négation** visait la forme nationale existante, telle qu'elle

⁸ Ce sujet deviendra à terme un débat central au sein du mouvement. D'une part, la critique antinationale visait à comprendre la présence normale du nationalisme comme un élément central de la société capitaliste, qui devient préminente lors de conjonctures politiques particulières. D'autre part, la tentative historique du régime national-socialiste d'établir une «*Volksgemeinschaft*» (une communauté raciale fondée sur le sang et le sol), révèle la capacité des mouvements nationalistes de rompre avec certains aspects critiques du capitalisme, instituant des sociétés racialisées et autoritaires.

⁹ FreundInnenkreis der Radikalen Linken, Köln, Thesenpapier zum Thema 'Ethnisch-nationale Minderheiten», p. 166.

se présentait ; ils combattirent sa radicalisation et sa nouvelle ethnicisation au début des années 1990. Sur le plan culturel, les antinationaux voulaient déconstruire les récits culturels et historiques ; sur le plan étatique, ils s'opposaient à la limitation des droits civiques, aux frontières nationales et aux contrôles des migrations ; et dans la société civile, ils essayèrent de combattre la violence physique et les pratiques quotidiennes d'exclusion.

L'opposition sur le plan structurel se manifesta dans la campagne «L'Allemagne ? Plus jamais ça !» contre la «Loi sur les étrangers» et d'autres politiques similaires de contrôle des migrations mises en place par l'Allemagne et la Communauté européenne. Les antinationaux rejetaient toute restriction des migrations ou des droits civiques et politiques pour ceux qui vivaient (ou souhaitaient vivre) en RFA. Les *Comités de salut public* défendirent également des revendications universelles inconditionnelles contre la réforme constitutionnelle du droit d'asile. Ces deux exemples illustrent qu'il s'agissait d'un universalisme négatif, opposé aux contrôles migratoires, aux frontières nationales et à une attribution différenciée des droits politiques.

Cet antinationalisme **concret**, négatif, universaliste, s'opposait fortement à un antinationalisme **abstrait**, universaliste, que l'on retrouvait dans de larges pans de la gauche. Prenons par exemple l'approche du théoricien de l'autonomie George Katsiaficas à ce sujet¹⁰. Dans son livre sur les mouvements autonomes allemand et italien, Katsiaficas critique les autonomes allemands parce qu'ils se concentrèrent sur les particularités du nationalisme **allemand**. Selon lui, de tels efforts n'auraient servi qu'à confirmer ce nationalisme et auraient ainsi entravé le chemin vers la reconnaissance d'une «espèce universelle». Pour atteindre cet objectif, affirma-t-il, il aurait fallu «filtrer la dimension allemande» et souligner les capacités humaines universelles, au lieu d'identifier les particularités du nationalisme allemand.

Si la perspective antinationale considère le nationalisme comme un phénomène fondamentalement moderne lié à la société capitaliste, la position abstraite et universaliste de Katsiaficas traite le nationalisme comme un simple résidu des sociétés pré-modernes et précapitalistes. Selon lui, ce ne serait rien de plus que des «*vestiges culturels du tribalisme et de la superstition*» ou des «*vestiges psychologiques*» qui n'ont pas encore été transcendés par le progrès civilisationnel¹¹. Certes, il est exact que le nationalisme s'enracine dans les formations sociales précapitalistes, mais cela n'explique pas comment il prospère dans les sociétés capitalistes et pourquoi il représente un élément essentiel de leur fonctionnement idéologique et structurel.

L'approche de Katsiaficas, comme celle de nombreux participants du mouvement autonome, contribua à minimiser le rôle croissant du nationalisme dans la période post-1989, ou à le réduire à un problème de néofascisme ou de racisme.

S'opposant à une telle approche, les antinationalistes intervinrent directement dans le contexte socio-historique et cherchèrent à perturber sa trajectoire. Leur attitude contrasta fortement avec celle de ceux qui, prônant un universalisme abstrait, répondirent au nationalisme soit en fuyant la question, soit en niant son association avec la situation historique particulière de l'Allemagne à ce moment-là.

En effet, la critique antinationale s'adressait précisément à la politique et à l'histoire **allemandes**, afin de créer un mouvement antinational spécifiquement **allemand**. Comme l'expliquèrent Maria Baader et Gotlinde Magiriba Lwanga, il fallait «*se positionner enfin, en tant que femme, en tant que gauchiste, en tant qu'Allemande, en tant que Blanc ou Blanche, dans l'histoire*», ce qui impliquait spécifiquement de reconnaître que le nationalisme, le racisme et l'antisémitisme avaient «*une dynamique et une fonction*

¹⁰ George Katsiaficas, *The Subversion of Politics: European Autonomous Social Movements And The Decolonization Of Everyday Life* (AK Press, 2006).

¹¹ *Ibid.*, p. 181.

dont nous sommes en partie responsables»¹². Pour les militants de la campagne «L'Allemagne ? Plus jamais ça !», une position antinationale ne constituait donc pas une abstraction, mais un retour concret au monde social où l'on vit. Suivant cette logique, ils cherchèrent explicitement à «*créer les bases d'un mouvement antinational allemand*»¹³.

Dans les deux campagnes, la perspective antinationale ne se limita pas à critiquer les aspects excluants d'une collectivité nationale délimitée, et en particulier l'exclusion des demandeurs d'asile et des immigrés non allemands de cette collectivité. Ces militants allèrent beaucoup plus loin puisqu'ils soulignèrent que le nationalisme avait des désavantages spécifiques, même pour certains de ceux qui appartenaient à la nation. C'est pourquoi *Die Radikale Linke* dénonça la montée du chômage des femmes à la suite de la privatisation des industries est-allemandes et leur réincorporation dans le pays par le biais du travail domestique non rémunéré.

Le récit nationaliste contribuait à rationaliser cette division du travail et cette segmentation sociale selon les sexes, en présentant les femmes comme les gardiennes de la famille et aussi de la nation dans son ensemble. Cette répartition des rôles était soutenue par un discours patriarcal sur la différence des sexes et une gestion nationale qui visait à écarter plus facilement du marché du travail une main-d'œuvre prétendument superflue, et ce en invoquant les intérêts de l'économie nationale.

Dans leurs campagnes, les antinationaux soulevèrent également la question des différences de classe, faisant valoir que les travailleurs à bas salaires ne bénéficieraient d'aucun des avantages économiques de la «réunification». Sous le capitalisme, la «modernisation» implique forcément une polarisation sociale, mais on s'assure que la société consentira à ce projet en lui présentant la nation comme une communauté horizontale, et en prétendant : «Nous sommes tous dans le même bateau.»

L'accent mis sur les implications oppressives du nationalisme, même pour les «inclus», contrastait fortement avec les théories libérales du nationalisme définies comme le résultat de conflits interethniques. Les antinationaux considéraient le nationalisme comme un élément central de la production et de la reproduction des sociétés capitalistes modernes. Présent au niveau de l'État et de la société civile, ce phénomène servait à justifier les politiques publiques, la violence raciale et la répartition des rôles entre les sexes, ainsi que la construction d'une identité nationale personnelle.

Comme nous l'avons vu, la campagne «L'Allemagne ? Plus jamais ça ! !», considérait le nationalisme comme la composante narrative d'un État allemand élargi, intégrant l'Allemagne de l'Est. Pour les *Comités de salut public*, les récits nationaux étaient utilisés pour justifier l'exclusion de ceux qui n'appartenaient pas à la «communauté nationale», que ce soit par la violence directe dans la société civile ou par la force médiatrice de l'État.

Le capitalisme et l'État-nation

Les participants des deux campagnes considéraient la nation comme une construction très moderne, plutôt qu'une constante transhistorique¹⁴. Citant parfois Benedict Anderson, ils décrivaient les nations comme des «*communautés politiques imaginées*»¹⁵ : n'excluant pas les États-nations modernes, les nations étaient plutôt le produit du nationalisme et de l'État-nation¹⁶. En accord avec Ernest Gellner et

¹² Baader and Lwanga, «Redebeitrag», p. 24.

¹³ *Ibid.*, p. 24, souligné dans l'original.

¹⁴ Cf. Ernst Gellner, *Nations and Nationalism* (Cornell University Press, 2008), p. 6 [*Nations et nationalisme*, Payot, 1989], et Eric J. Hobsbawm, *Nations and Nationalism Since 1780: Programme, Myth, Reality* (Cambridge University Press, 1997), p. 9 [*Nations et nationalisme depuis 1780*, Gallimard, 1992].

¹⁵ Anderson, *Imagined Communities*, p. 6. [*L'imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, La Découverte, 1996.]

¹⁶ Gellner, *Nations and Nationalism*, p. 54 [*Nations et nationalisme*, Payot, 1989].

Karl Marx, les antinationaux jugeaient que le nationalisme était étroitement lié à l'ordre social, voire le produit de celui-ci¹⁷. En réalité, les nations étaient des produits des nationalismes, et non l'inverse¹⁸.

On peut constater ici aussi l'influence d'Eric Hobsbawm et de sa vision de la nation. L'historien anglais était d'accord avec les théories modernes du nationalisme ; il percevait «*l'élément d'artefact, d'invention et d'ingénierie sociale qui entre dans la formation des nations*¹⁹», mais il voyait aussi le rôle du nationalisme et de l'État-nation dans la production des nations : «*Je ne considère pas la "nation" comme une entité primaire ni comme une entité sociale immuable*, écrivit-il. *Elle appartient exclusivement à une période particulière et historiquement récente. Elle n'est une entité sociale que dans la mesure où elle se rapporte à un certain type d'État territorial moderne, l'"État-nation", et il est inutile de discuter de la nation et de la nationalité sauf dans la mesure où toutes deux ont un rapport avec lui. [...] Bref, si on l'analyse, le nationalisme naît avant les nations. Les nations ne créent pas les États et les nationalismes, mais l'inverse*²⁰.»

Le rôle du capitalisme au sein des États-nations modernes fut crucial dans la réflexion des antinationalistes sur le nationalisme. Pour eux, la logique compétitive de la société capitaliste était une source fondamentale du développement du nationalisme, dans la concurrence entre les individus sur le marché du travail national, comme entre les États-nations au niveau international. Cette concurrence étant aussi «ethnalisée», les classes populaires sollicitaient l'État pour qu'il préserve (ou distribue) des avantages à la «communauté nationale» dont il tirait sa légitimité.

Comme la nation était «*intrinsèquement limitée*²¹», ces mouvements refusèrent cette collectivité délimitée et l'attribution différenciée de droits politiques. En raison de leur vision de la relation étroite entre nationalisme, nation et État-nation, ils ne se contentèrent pas de critiquer le nationalisme comme une forme de sentiment national «excessif», ils rejetèrent l'État-nation en tant que forme spécifique de régime politique.

La gauche et le peuple

Vu le soutien général apporté par l'opinion publique à la «réunification», le mouvement antinational était profondément éloigné de la population allemande et, à mesure que les attaques verbales et physiques contre les minorités augmentèrent au début des années 1990, cette relation se transforma en un conflit ouvert.

Habituellement, les mouvements sociaux soutiennent la «société» contre l'État, tout comme les mouvements ouvriers défendent les travailleurs contre le capital ; par conséquent le consensus national après 1989 jeta le désarroi parmi les militants de gauche. Les «masses» n'étaient pas simplement des victimes passives du capitalisme, elles participaient activement à sa formation et, dans certains cas, à des virages politiques profondément réactionnaires. Une politique réactionnaire pouvait émerger des classes populaires. Face à ce constat, comment la gauche devait-elle réagir ?

Pour les participants aux deux campagnes antinationales en Allemagne, la population n'était pas un simple objet gouverné par l'État, mais un conglomerat de sujets qui poussaient vers l'adoption de certains développements sociaux et politiques, ou les approuvaient. Plutôt qu'une force à mobiliser, son danger actuel en faisait presque une force à démobiliser et à combattre. C'est ce qui apparut le plus

¹⁷ *Ibid.*, p. xxii

¹⁸ *Ibid.*, p. xxii

¹⁹ Hobsbawm, *Nations and Nationalism Since 1780*, p. 10 [*Nations et nationalisme depuis 1780*, Gallimard, 1992].

²⁰ *Ibid.*, pp. 9-10.

²¹ Anderson, *Imagined Communities*, p. 6. [*L'imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, La Découverte, 1996.]

clairement dans la campagne «L'Allemagne ? Plus jamais ça !» : au sein des mouvements sociaux, les antinationaux cherchèrent à construire un contre-pouvoir face à «la réunification» et à ses partisans dans la population.

Dans le cas des *Comités de salut public*, la relation avec la population fut plus complexe. A l'origine, ils employèrent une stratégie d'intervention culturelle, afin de soutenir les Allemands de l'Est qui voulaient construire une force politique pour s'opposer à la résurgence de l'extrême droite. Pourtant, quand ils dressèrent le bilan de leur campagne, ils constatèrent qu'ils avaient totalement échoué, que la population allemande était indifférente aux pogroms contre les demandeurs d'asile, les travailleurs étrangers sous contrat et autres «non-Allemands» – quand elle n'y avait pas participé. Ce constat créa une profonde méfiance envers les couches populaires, méfiance qui allait fortement influencer les projets de la gauche à l'avenir. D'une certaine manière, ils perçurent la population allemande comme un obstacle aux objectifs progressistes ou émancipateurs et un objet qu'il fallait critiquer et auquel ils devaient s'opposer.

[...] Les campagnes [de *Die Radikale Linke* et des *Comités de salut public*] marquèrent le début d'une pratique antinationale. Ciblant différents aspects du nouveau «consensus national» après la chute du mur de Berlin, elles produisirent de nouvelles perspectives qui rompaient avec les approches précédentes sur les thèmes du nationalisme, de la nation et de l'État-nation²².

La crise économique mondiale aujourd'hui

Immédiatement après l'effondrement financier de 2007/2008, les mouvements nationalistes grandirent. En Allemagne, les mouvements populistes «pro-Allemagne» gagnèrent en popularité avec l'aide de dirigeants politiques centristes qui accusèrent l'immigration d'avoir causé la prétendue chute du pays. Thilo Sarrazin, ministre social-démocrate des Finances de Berlin et président de la Banque centrale allemande, accusa les communautés turques et musulmanes d'Allemagne de provoquer la ruine économique et culturelle du pays.

Alors que la Grèce subissait durement la crise, la presse allemande lança une campagne ciblant les prétendues caractéristiques culturelles des Européens du Sud. Malgré des statistiques prouvant le contraire, les Grecs furent accusés de ne pas travailler assez, de prendre trop de vacances et de prendre leur retraite trop tôt²³. Cette propagande faisait partie de la stratégie de gestion de la crise par le gouvernement allemand au niveau de la Communauté européenne ; il fallait imposer des mesures d'austérité drastiques à la population des États du Sud, limiter les droits démocratiques et installer des dirigeants technocratiques aux commandes.

En Norvège, cette ligne anti-immigrés et social-chauvine aboutit à une violence directe lorsque Anders Behring Breivik ouvrit le feu sur des jeunes participant à un camp d'été du Parti travailliste norvégien. Pour Breivik, l'influence du «marxisme culturel» (terme codé pour désigner généralement la gauche juive) sur le parti social-démocrate était à l'origine de son soutien au multiculturalisme et aux «politiques libérales d'immigration», responsables de la «chute de l'Europe chrétienne».

L'Angleterre connut également sa réponse nationaliste à la crise, avec le slogan «*Des boulots britanniques pour les ouvriers britanniques*» qui apparut dans les manifestations de grévistes de la construction, qui protestaient contre le dumping salarial organisé par les multinationales en utilisant de

²² Cf. Andrea Ludwig, «Die 'Neue Linke' und die Nation: Über den linken Umgang mit dem Eigenen und dem Fremden», in Guiseppe Orsi et al. (dir.), *Rechtsphilosophische Hefte*, vol. 3, Peter Lang, 1994, pp. 103-117.

²³ Cette campagne culturelle nationaliste et les racines actuelles de la crise sont bien expliquées dans le texte de Stephan Kaufmann, «'Sell Your Islands, You Bankrupt Greeks': 20 Popular Fallacies Concerning the Euro Crisis», Rosa Luxemburg Stiftung, 2011

<https://www.rosalux.de/en/publication/id/5119/sell-your-islands-you-bankrupt-greeks> .

la main-d'œuvre étrangère. Même si des militants d'extrême droite introduisirent ce slogan dans les luttes ouvrières, il avait été lancé au départ par le Premier ministre travailliste. Gordon Brown cherchait à reconquérir les électeurs conservateurs de son parti, qui avaient dérivé vers l'extrême droite, et à permettre aux Britanniques de sortir du «chômage» en leur accordant des avantages sociaux par rapport aux autres travailleurs européens.

Les États-Unis connurent également une renaissance du nationalisme avec le mouvement populiste du Tea Party. Les changements démographiques et surtout l'arrivée au pouvoir de Barack Obama furent dénoncés comme les causes de la récession. En conséquence, les victimes de la crise devaient payer à nouveau, cette fois en réduisant l'assistance-chômage, les aides sociales et l'éducation publique, et en annulant les réformes du système de santé mises en œuvre par Obama.

Les éléments racistes du mouvement du Tea Party défendirent aussi un projet d'austérité néolibérale. Par exemple, ils soutinrent que les coupes budgétaires ne devaient pas s'appliquer aux programmes gouvernementaux de soins de santé et de retraite concernant les retraités... blancs, pourtant mieux lotis que les autres²⁴. Dans certains cas, la réaction des Blancs au sein du mouvement du Tea Party apparut explicitement, par exemple, lorsque le très populaire animateur de radio et commentateur de la télévision, Glenn Beck, présenta l'extension de la couverture santé à des millions de personnes sans assurance maladie comme des «réparations pour l'esclavage²⁵».

[...] Certains participants du mouvement Occupy spéculèrent sur la politique nationaliste du mouvement du Tea Party, et virent les germes d'un mouvement progressiste dans cette prétendue rébellion anti-gouvernementale. Le magazine *Adbusters*²⁶ envisagea que le mouvement Occupy pourrait «transcender» le Tea Party sans l'affronter directement. De même, les organisateurs de l'«*US Day of Rage*²⁷» appelèrent «la nation» à se rebeller contre «l'élite», pour récupérer «les institutions américaines» usurpées par les «oligarques» et les «kleptocrates», faisant ainsi écho aux slogans de la droite conservatrice, qui voulait «reprendre en main le pays» et restaurer l'Amérique comme une «grande nation».

En 2011, les mouvements internationaux de protestation révélèrent qu'une renaissance mondiale de la gauche était possible : ces mouvements commencèrent en Tunisie et en Égypte, touchèrent l'Espagne, la

²⁴ Cf. Chronic Condition Data Warehouse, «Medicare Enrollment by Race, 1999-2009» (<http://www.cwdata.org/summary-statistics/demographics/a1-race-1999-2009.htm>).

²⁵ Glenn Beck, «Is Massive Health Care Plan Reparations?» 23 juillet 2009 (<http://www.glennbeck.com/content/articles/article/198/28317/>).

²⁶ Si l'on en croit le site Formes vives, «*Adbusters a été créé en 1989 (et reste basé) à Vancouver, par le duo de documentaristes Kalle Lasn et Bill Schmalz. C'est une association couplée à un magazine, clairement anticapitaliste, anti-consumériste, écologiste et à but non lucratif. Il se présente comme «un réseau global d'artistes, d'activistes, d'écrivains, de farceurs, d'étudiants, d'enseignants et d'entrepreneurs qui veulent entraîner le nouveau mouvement de l'activisme social à l'ère de l'information». Sa vocation explicite est d'affronter les structures du pouvoir — à commencer par les multinationales et l'Etat. La principale activité d'Adbusters est un magazine bimestriel anglophone, avec un tirage autour de 60 000 exemplaires (d'après leur site). Chaque numéro est édité dans une version américaine, canadienne, australienne, anglaise et internationale. En France, on peut voir dans le journal La Décroissance une sorte de cousin (dans les sujets abordés).*» (NdT).

²⁷ Il s'agit sans doute de la journée de protestation contre Wall Street et la finance internationale organisée en 2011 par le SEIU (Union Internationale des Employés des Services, qui compte deux millions de membres) et des collectifs non violents. Objectif : inciter à une grève des paiements des prêts étudiants et des hypothèques et à un boycott des banques, notamment la J.P. Morgan Chase Bank. Pour plus d'informations : <https://canadafreepress.com/article/seiu-plans-days-of-rage-against-wall-street> (NdT).

Grèce et le Portugal, s'étendirent de l'autre côté de l'Atlantique jusqu'aux États-Unis, provoquant des grèves étudiantes généralisées au Chili et inspirant des protestations massives en Israël. Mais ces mobilisations risquaient aussi de réaffirmer le cadre national comme stratégie pour «résoudre» la crise mondiale.

La gauche doit donc analyser cette menace, critiquer ses expressions particulières dans des contextes distincts et la contrer par des projets politiques concrets.

La difficulté est que le nationalisme est facile à détecter lorsqu'il s'exprime en termes ethniques ou raciaux explicites, et difficile à saisir lorsqu'il se manifeste sous des formes culturelles ou en adoptant le langage de la «société». Par exemple, quelle est aujourd'hui la forme dominante que prend le nationalisme au quotidien ? Joachim Hirsch l'appelle «*l'État national concurrentiel*» ; il désigne ainsi les efforts de l'État pour «*mobiliser toutes les forces productives face à la concurrence internationale*»²⁸.

C'est précisément cette forme de nationalisme que *Die Radikale Linke* ciblait lorsqu'elle critiquait la façon dont le travail domestique non rémunéré se développait comme une solution face à la hausse du chômage féminin après la privatisation de l'économie est-allemande. Dans cette situation, l'État mobilisait toutes les forces productives au service de l'économie nationale.

[...] Ce type de processus fait partie intégrante des sociétés capitalistes d'aujourd'hui et est présent dans les stratégies de gestion des crises dans de nombreux contextes nationaux, même si l'on n'a pas recours explicitement à des termes ethniques ou raciaux.

[...] C'est ici que le «Bloc social révolutionnaire et antinational» de 2009 en Allemagne pourrait être instructif. Le Bloc n'a pas ciblé les politiques migratoires d'Oskar Lafontaine en les présentant comme étant uniquement ses conceptions personnelles, mais plutôt comme le résultat logique d'une politique subordonnée à l'État-nation. Tout en ne s'opposant pas à la concurrence capitaliste mondiale, l'État promeut toujours les intérêts nationaux et l'économie nationale. Pour cela, il fait appel à l'identité commune de ses citoyens nationaux, il les oppose aux «non-nationaux» et lie l'amélioration de situation matérielle de ses sujets au succès de l'économie nationale sur le marché mondial. Bref, on ne peut s'émanciper de la société capitaliste sans combattre le nationalisme et abolir l'État-nation.

Mais une telle position ne fournit pas une recette facile aux mouvements anticapitalistes, que ce soit en Allemagne ou ailleurs.

Les campagnes antinationales contre la résurgence du nationalisme dans l'Allemagne «réunifiée» au début des années 1990 lancèrent un défi majeur aux anciennes positions de la gauche sur le nationalisme ; elles remirent en question des notions romantiques comme celles du «peuple» et le soutien aux «nations» comme étant une force potentielle favorable à un changement social progressif. Elles marquèrent une rupture nette avec l'internationalisme prolétarien de la vieille gauche et le soutien de la nouvelle gauche aux mouvements de libération nationale.

Pourtant, la critique acerbe de la vision progressiste simpliste de «la nation» et de la romantisation tout aussi dogmatique du «peuple» ne donnèrent pas naissance à une nouvelle idéologie dogmatique dans les campagnes «L'Allemagne ? Plus jamais ça !» et «Quelque chose de préférable à la nation». Bien qu'ils aient été profondément méfiants envers la population allemande au moment de la réunification, les antinationaux ne la diabolisèrent pas pour autant. Ils adoptèrent une distance critique et présentèrent une critique contextualisée.

De même, malgré leur orientation critique à l'égard de l'État, ils n'ont pas défini de position «antinationale» claire sur la manière de traiter cette question. Alors que le «Bloc social révolutionnaire et antinational» et les groupes similaires proposèrent un rejet absolu de l'État au motif que celui-ci était uniquement un appareil réactionnaire au service du Capital, d'autres antinationalistes soulignèrent le

²⁸ Joachim Hirsch, «Globalization of Capital, Nation-States and Democracy», *Studies in Political Economy* n° 54, printemps 1997, pp. 39-58.

caractère conflictuel de l'appareil d'Etat, la relative autonomie ou la contingence de la politique et la possibilité d'intervenir sur le terrain de l'Etat à des fins émancipatoires. Tout comme la critique des attitudes des classes populaires, celle de l'État ne s'inscrit pas nécessairement dans une idéalisation de celui-ci comme outil révolutionnaire.

[...] En éclairant certaines parties de l'histoire de la gauche antinationale allemande, j'espère avoir fait connaître la manière dont elle a réagi face aux différentes formes de nationalisme, afin d'accroître le dialogue international à ce sujet et d'apporter un éclairage potentiel aux débats nécessaires dans différents pays.

Cette démarche n'implique pas d'adopter purement et simplement les positions développées en Allemagne et de les transplanter dans d'autres contextes nationaux. [...] Ce livre cherche à encourager les anticapitalistes d'autres pays à affronter de nouvelles questions difficiles, qui pourraient conduire à des pistes productives vers une société émancipatrice, au-delà du capitalisme, de l'Etat et de la nation.

NOTE DU TRADUCTEUR

Le livre de Robert Ogman *Against the Nation: Antinational Politics in Germany* (Contre la nation : La politique antinationale en Allemagne) a été publié en 2013 par New Compass Press. L'essentiel de cet ouvrage a été traduit sur les sites mondialisme.org et npnf.eu, soit les quatre chapitres suivants :

- Le nationalisme allemand après l'unification
- «L'Allemagne ? Plus jamais ça !» (*Nie wieder Deutschland !*)
- «Quelque chose de préférable à la nation»
- et : «Perspectives antinationales»

Une critique de cet ouvrage a été faite par Eric Krebbers du groupe néerlandais Doorbraak : «De l'internationalisme à l'antinationalisme» <http://nfnf.eu/spip.php?article727>

Il faut distinguer en Allemagne les «antinationaux» (ou «antinationalistes») et les «*antideutsch*», appellations toutes deux revendiquées par les partisans de ces deux courants qui n'ont aucun équivalent en France. Ceux qui souhaitent approfondir leurs connaissances sur les différents courants de la gauche radicale à l'Est et à l'Ouest liront avec profit

– l'article de Raphael Schlembach : «Vers une critique du communisme antideutsch» <http://nfnf.eu/spip.php?article716>

– et la thèse de doctorat d'Anne Joly *Les gauches radicales est- et ouest-allemandes à l'épreuve de la nation réunifiée (1985-1999)* : <https://edoc.hu-berlin.de/bitstream/handle/18452/17996/joly.pdf>

Vous pourrez aussi consulter les sites Solitudes intangibles et Palim Psao qui sont les seuls, à ma connaissance, à faire un effort pour sortir du provincialisme franco-centré et de l'arrogance incurables de l'extrême gauche (et de l'anarchisme) gaulois. Solitudes intangibles a traduit des textes de Joachim Brunn et Stefan Grigat ; et le site Palim Psao a publié des articles de Robert Kurz, Karl-Heinz Lewed, Georg Klauda, Bodo Schulze, Anselm Jappe et Claus Peter Ortlieb (et aussi de Moïse Postone : même s'il était de nationalité canadienne, ses positions eurent une influence importante en Allemagne) qui donnent une idée des débats «outre-Rhin» – même si c'est dans une perspective très spécifique, celle de la «Critique de la valeur».

Y.C., *Ni patrie ni frontières*, avril 2020